



Janvier 2022

PARLONS ÉCONOMIE SOCIALE AVEC...

Desjardins, fidèle à sa mission et ambassadeur de l'économie sociale

Signataire de l'initiative *L'économie sociale : j'achète !* depuis 2013, la Ville de Montréal est reconnue depuis longtemps comme étant un modèle à suivre en matière d'achat local, responsable et social. France Doire, chargée d'expertise et de pratique principale, approvisionnement responsable pour la Ville de Montréal, nous démontre que cette reconnaissance est tout à fait justifiée, et plus que jamais d'actualité.

Desjardins demeure à ce jour le premier groupe financier coopératif d'importance en Amérique du Nord. Cette grande coopérative bien de chez nous fait évidemment partie intégrante de l'économie sociale : elle y contribue et lui insuffle un dynamisme certain. Maricarmen Ubada, Marie-Michèle Brière et Driss Akrab partagent avec nous leur passion du sujet.

Dès 2005, Desjardins possédait déjà une politique en matière de développement durable. La table était mise pour la suite des choses ! Ce n'est donc pas pour rien que l'institution est aussi souvent considérée comme une pionnière en matière d'économie sociale. « *Il nous est bien naturel de soutenir ce type d'entreprises, dont la finalité n'est pas nécessairement la réalisation d'un profit, mais plutôt d'assurer le bien-être collectif des membres. Ce désir d'aider est ancré dans notre ADN et reflète bien notre mission* », explique M. Akrab, directeur principal, approvisionnements et services administratifs.

Au moment de son adhésion à l'initiative *L'économie sociale : j'achète !* (ESJA) en 2017, Desjardins comptait déjà 46 450 organismes à but non lucratif parmi ses membres.

Approvisionnement responsable : la genèse

Les engagements de l'entreprise en matière d'achat local, d'approvisionnement responsable et de développement durable n'ont pas été choisis au hasard. Pour définir sa propre approche et la modéliser en fonction de ses valeurs profondes, Desjardins s'est inspiré des meilleures pratiques mises de l'avant par de grandes institutions. « *Nous avons effectué une étude de marché auprès d'une vingtaine d'organisations canadiennes et étrangères pour orienter notre réflexion et développer notre propre recette* », explique Driss Akrab.

Une fois le soutien de la haute direction obtenu, les équipes juridiques et de développement durable ont mis la main à la pâte pour déterminer les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance à prioriser. Les principes généraux en approvisionnement responsable et inclusif ont ainsi été rédigés. Ils font depuis partie intégrante de la Politique d'approvisionnement adoptée en 2019 par le conseil d'administration du Mouvement Desjardins.

Les 9 principes généraux de Desjardins : un aperçu

Consommer les ressources de façon responsable et éviter le gaspillage est l'un de ces premiers principes. Adopter les 4RV — repenser, réduire, réutiliser, recycler et valoriser — et prendre en considération la circularité des produits avant d'acheter en est un second exemple. Et pour Maricarmen Ubada, conseillère principale, développement durable et finance responsable, l'achat auprès d'entreprises issues de la diversité est aussi un point essentiel mis récemment de l'avant par Desjardins, dans un souci d'amélioration continue de ses politiques en la matière.

Pour rendre sa chaîne d'approvisionnement non seulement responsable, mais inclusive également, Desjardins s'est doté en 2021 d'un programme de diversité des fournisseurs. « *Nous souhaitons donner un accès équitable aux fournisseurs issus de la diversité (femmes, autochtones, personnes LGBTQ+ ou handicapées et minorités visibles), et aussi à deux groupes prioritaires : les entreprises d'économie sociale et les entreprises détenues par un jeune de moins de 35 ans* », explique-t-elle.

Environ 5 % des fournisseurs de Desjardins proviennent aujourd'hui de la diversité.

Économie sociale : se donner les moyens d'agir

Les 73 conseillers en approvisionnement de l'institution, répartis dans quatre directions, sont d'ailleurs bien outillés pour participer à l'essor de ces principes généraux. Des outils sont mis à leur disposition — un répertoire des entreprises d'économie sociale et issues de la diversité a été mis en place — pour leur permettre d'effectuer un maillage efficace entre leurs clients à l'interne et les entreprises d'économie sociale qui souhaitent soumissionner sur un contrat en particulier. Chacun d'eux a d'ailleurs des objectifs clairs à atteindre à ce chapitre.

« Si l'entreprise d'économie sociale répond à toutes les conditions exigées par Desjardins et qu'elle se démarque des autres proposant quant à la pondération des différents critères, une entente peut être conclue. Nous lui accordons une véritable chance de gagner l'appel d'offres. Elle a ensuite l'opportunité de démontrer son savoir-faire », explique Driss Akrab.

Et qu'est-ce qui permet à Desjardins de suivre la progression de l'organisation en matière d'achats de proximité et auprès des entreprises de l'économie sociale ? « Une cible annuelle interne fut établie à la suite de la signature de notre entente avec le Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSIM). Cet objectif est d'ailleurs surpassé, année après année. Notre engagement envers l'économie sociale se traduit maintenant en dollars dépensés, en contrats signés ou en ententes négociées », résume habilement Driss Akrab.

Les achats effectués par Desjardins totalisent environ 2,4 milliards de dollars par année : de quoi mettre en valeur les fournisseurs locaux situés au Québec et au Canada ! Cent cinquante-six (156) d'entre eux font d'ailleurs partie de l'économie sociale. Pour Marie-Michèle Brière, conseillère principale en efficacité opérationnelle chez Desjardins, plusieurs de ces entreprises — Axia Services, Groupe TAQ et Recyclage Vanier, notamment — se sont démarquées au fil du temps.

« Six autres entreprises de l'économie sociale — dont Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve et Le Festigoût Traiteur — proposent des services de traiteurs pour les employés qui participent à des événements à Montréal », explique-t-elle.

Un fort momentum constaté

Trois experts pour le prix d'un seul : pas question de terminer cette entrevue sans pouvoir jauger l'engouement sur le terrain pour ce sujet d'actualité. Ils constatent eux aussi qu'un rythme très positif entoure actuellement les entreprises d'économie sociale.

Un peu comme si cette chaîne n'avait plus le moindre maillon faible, finalement. « Toutes les parties prenantes — nos conseillers, acheteurs et clients internes, les organismes et les fournisseurs — s'unissent pour créer un effet d'entraînement et implanter les meilleures pratiques disponibles à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement », dit Driss Akrab. Voilà ce qui se produit lorsqu'un leader socio-économique en inspire plusieurs autres !

ÉCONOMIE SOCIALE : 4 ENTREPRISES À DÉCOUVRIR

Groupe TAQ, fondé en 1979, emploie plus de 500 personnes, dont 70 % vivent avec une limitation fonctionnelle. En 2021, la société a fait l'acquisition des activités de l'entreprise de fabrication de raquettes à neige Faber. Elle a aussi fusionné avec Impressions Alliance 9000, une entreprise adaptée d'Amqui. La nouvelle entité, Division Alliance, propose des services d'assemblage, de conditionnement de produits alimentaires, de préparation de colis et de reliure.

La Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve a pour mission de promouvoir une saine alimentation, de favoriser l'autonomie et de développer la capacité d'agir des personnes, en mettant l'économie au service du social. Cet organisme à but non lucratif propose notamment des ateliers de cuisine collective, de l'aide à l'insertion socioprofessionnelle, des services de restauration et des activités d'agriculture urbaine.

Le Festigoût Traiteur est le programme d'économie sociale de La Corbeille Bordeaux-Cartierville, créé en 1987. Il assure la stabilité financière de l'organisme et permet le développement de projets en sécurité alimentaire.

Recyclage Vanier est une entreprise d'économie sociale spécialisée dans la destruction sécurisée de documents confidentiels. Fondée en 1984, elle demeure encore aujourd'hui une entreprise d'insertion reconnue comme une référence en économie sociale et en développement durable.